L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 5 MARS 1849.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 5 MARS 1849.

Aujourd'hui sera installé le nouveau Président, aujourd'hui par conséquent l'administration de M. Polk touche tout entière dans le domaine public de l'histoire. A ce titre, un coup d'œil rétrospectif sur cette administration, et particulièrement sur celui qui en était l'âme, ne sera pas sans à propos.

Notre appréciation sera calme et consciencieuse, nous le faisons point, nos lecteurs le savent, de l'opposition quand même. En cette circonstance surtout l'adversaire politique s'effacera autant que possible pour laisser au citoyen la plus parfaite indépendance d'opinion. Si nous avons peu à louer et beaucoup à blâmer, ce n'est pas notre faute. Dans tout cœur honnête la vérité doit prendre le premier rang et dominer toute autre considération.

Arrivé inopinément au pouvoir par une de ces chances heureuses impossibles à prévoir, M. Polk avait tout l'avantage d'un homme nouveau qui se présente complette de passé tend parfaite. C'était un incontestable avantage dont il n'a pas su profiter.

Sur tous points, toutefois, il se trouvait engagé par les promesses formelles, soit par le programme de convention. Il devait compléter l'acquisition du territoire de l'Oregon; 3o toucher et compléter un pas toucher au tarif de 1842. On va voir, quelques lignes plus bas, ce que sa politique cette triple contradiction.

L'annexion du Texas se trouvant consommée avant son entrée en fonctions, par son prédécesseur, son engagement se trouvait réduit d'autant : il ne portait plus que sur la double question de l'Oregon et du tarif.

Après avoir officiellement proclamé que les droits de l'Union à la totalité du territoire de l'Oregon étaient incontestables, et qu'on aurait recours à la guerre, il recula au moment suprême et se contenta de la part que lui offrait l'Angleterre, à savoir de prendre pour limite la fameuse ligne de 49 et 40, il ne contenta en deçà de 49.

A ces faits clairs en elles mêmes on ne doit pas ajouter une réproche de cette transaction qui mettait fin à toute crainte de guerre avec l'Angleterre, car cette crainte seule paralysait les affaires, et une guerre réelle aurait détruit bien plus de valeurs que n'en représentait la zone en litige.

Mais s'il avait raison au point de vue des intérêts matériels, il avait tort au point de vue des intérêts moraux, au point de vue de l'honneur national. Son affirmation que la totalité de l'Oregon *appartenait incontestablement aux États-Unis* était une des plus hasardées, et la fuite actuelle montre, péremptoirement, comme premier enseignement d'un grand peuple, c'était commencer une grande faute que de reculer de plus.

La déclaration ayant été solennellement faite, cependant, à la face du monde, il ne pouvait et n'aurait pas revenir sur ses pas. Ce fut donc, à ce point de vue, une grande et capitale faute.

Voir en octobre de 1841 la question du tarif fut vivement agitée. Les États du Nord en général, partisans pour conservation du tarif de 1842 et ceux du Sud les étaient hostiles jusqu'à un certain point. Dans l'état des partis, d'un côté comme de l'autre, on ne pouvait être certain avant les élections que les grands États du Nord, et plus spécialement ceux qui lient nécessairement leurs intérêts à ceux du Sud, et montent double face. C'est ce qu'il fit. Pendant que ses organes du Sud le disaient en faveur d'une réduction, et flattait au tarif ses amis du Nord le disaient partisan d'une protection modérée et même renforcé dans quelques cas. La tournure prise par M. Kane de Philadelphie, comme on le verra, est simplement grotesque, qu'il n'avait absolument rien qu'on voulait, remplissait parfaitement le but qu'il voulait remplir. Il fut élu et ne fut qu'il voulait proposer en faveur de la Pennsylvanie, malgré son opposition à la maintien du tarif, vota pour les bills à l'égard de la réduction exigée par ses partisans. Le tarif de 1842 a donc heureusement ouvert à Polk la Maison-Blanche.

Pour faciliter et hâter oublier ces deux faits, M. Polk trouva en arrivant au Mexique à la suite de l'entrevue de Taylor une série de lettres, sur le modèle de celle de M. Kane, un insinuant libéralisme et exprimant ces canons sur Matamoras, mais en même temps un puissant libertin commencement d'indécision. Le vieux renard n'en garde de se montrer ouvertement à cette époque; il faut que cette qui voulait la guerre en prît la responsabilité par un ordre exprès et positif.

Un fait bien significatif encore c'est que M. Polk prit soin, en cette circonstance, de donner un ordre qui devait évidemment provoquer la guerre, sans consulter le Congrès alors en session, sans lui en donner le moindre avis : et le Congrès pourtant est exclusivement investi du pouvoir de déclarer la guerre.

On accuse aussi le Président d'avoir pas poussé la guerre avec assez de vigueur; mais sur ce point nous n'avons pas de données suffisantes pour porter un jugement équitable.

Le traité qui a signé enfin après deux ans de délais et soumis au Sénat avec une recommandation de ne pas apporter un certain article de la nature à faire revivre des concessions éteintes. Le Sénat rejette cet article et en modifie profondément deux autres, puis il l'adopte avec ces modifications.

Le Président nomme des commissaires pour aller échanger les ratifications au Mexique. Ces commissaires signent un protocole portant que les modifications introduites par le Sénat ne font subir aucune sorte d'aucun changement sensible à ce qui est tout simplement un mensonge. S'ils avaient agi ainsi contrairement à leurs instructions, le Président ne serait désavoué; mais il n'a pas été le cas, d'où l'on infère, avec raison, qu'ils ont suivi les instructions particulières écrites ou verbales.

Mais ce protocole lui-même n'est point fourni au Congrès avec la ratification dont il laissait en quelque sorte partie. Il n'est connu que par l'indiscrétion d'un ami trop matin ou trop peu discret. Alors, force de s'exécuter, le président Polk cherche à justifier sa conduite, et résumé merveilleusement à prouver qu'il n'en d'accord ni avec ses commissaires ni avec lui-même; c'est à dire en d'autres termes qu'il a manqué de franchise.

Et comme s'il était écrit que cette affaire du Mexique, à laquelle il a tout sacrifié et dont il est si mal récompensé, doit lui donner des déboires jusqu'au bout, voici venir un autre indiscret lequel affirme que M. Polk, lors du bill des trois millions, supplia M. Wilmot de retirer son fameux *proviso* (portant, comme on sait, que l'esclavage ne serait introduit dans aucun des territoires nouvellement acquis), afin de ne pas empêcher l'adoption du bill—lui promettant de signer comme Président un bill qui considérait la substance du *Proviso*—Grande rumeur au sein. En ce possible!—M. Wilmot, bon démocrate mais homme d'honneur, déclare qu'il est désolé que ce fait, dont on ne peut attribuer aucun bien, soit livré à la publicité; mais puisqu'on l'interpelle, maintenant, il doit rendre hommage à la vérité. Le fait est vrai : M. Polk lui a bien réellement tenu le propos qu'on lui attribue !

De tous ces faits il résulte que le défaut capital de M. Polk, c'est la duplicité. Un homme d'esprit disait dernièrement, en parlant de lui, *c'est un procureur qui se croit diplomate*. Et franchement, le mot ne manque pas de vérité.

Voyez, maintenant, quel cas le bon sens du peuple fait de cette *astuce* gouvernementale. M. Van Buren doué d'une finesse plus subtile et moins apparente, n'a pu être réélu ; et M. Polk, qui constitue le modèle du *genre*, n'a pas été seulement une voix pour être le candidat de son parti.

On ne peut contester pourtant que la conquête de la Californie et du Nouveau-Mexique, malgré le prix exorbitant qu'on a payé pour les avoir, ne soit d'une très grande utilité, d'un immense avantage national. D'où vient donc que, on profite de la chose, sans en tenir compte le moins du monde à celui auquel on le doit ? N'est ce pas de l'ingratitude ? non. C'est au contraire une preuve de l'admirable sens moral qui règne dans le cœur des masses. Quelque avantages que procure la ruse, c'est la droiture seule devant laquelle on s'incline avec respect. On peut profiter de ce qui est utile, mais on ne respecte que ce qui est juste et l'on n'admire que ce qui est grand.

LE FLEUVE ET LES LEVÉES.

RÉUNION DES COMITÉS SPÉCIAUX.

Les comités spéciaux, des trois municipalités de la Nouvelle-Orléans et de Lafayette se sont réunis, samedi à 5 heures, pour prendre en considération le rapport des voyers et adopter une mesure définitive de sureté. Le maire présidait la réunion. MM. Barthe, Barnes, Fabre, Grunois, Lanata et Wiltz représentaient la Première Municipalité; la deuxième était représentée par MM. Gleason, Henshaw et Peters, et la ville de Lafayette par MM. Florance, Keane et Garcia.

Les voyers ont présenté leur rapport. MM. Pitot, Dunbar et d'Hemecourt ont tous trois examiné la levée de Carrollton et sondé le fleuve en plusieurs endroits; ils croient que le danger d'une inondation est plus imminent que jamais. La pression des eaux est si forte, le courant du Mississipi si rapide et la levée de Carrollton si faible, qu'il faut s'attendre à une catastrophe si malheureusement le vent vient à souffler du Sud, ce qui est presque toujours le cas à la fin de mars.

Après la lecture du rapport, M. Peters a demandé que l'on adoptât séance tenante une mesure de sureté. Quant à lui personnellement, il croit que le moyen le plus propre pour garantir la Nouvelle-Orléans contre l'inondation serait de construire, d'après le conseil de M. Dunbar, une levée parallèle au Nouveau Canal à partir du fleuve jusqu'au lac. De cette façon, si la levée de Carrollton venait à s'effondrer, la Nouvelle-Orléans serait protégée contre l'invasion des eaux.

M. Florance ayant demandé s'il ne s'agissait que de protéger la Nile-Orléans, M. Peters a répondu que si l'on pouvait imaginer un moyen de protéger également Carrollton et Lafayette, il y concourrait avec empressement.

M. Fabre, prenant la parole, a déclaré qu'il fallait songer à la protection de tous.

Sur la proposition de M. Genois, plusieurs questions ont été adressées à M. Pitot. Cet ingénieur a répondu que la partie la plus faible de la levée de Carrollton est celle qui fait face à la briqueterie de M. Hoey. Celle-ci fait construire en ce moment une contre-levée à une certaine distance du fleuve, en prolongeant cette levée on parviendrait probablement à protéger la Nile-Orléans contre l'inondation. Quant au projet de M. Dunbar, la construction d'une chaussée entre le fleuve et le lac durerait un mois et coûterait de huit à dix mille piastres.

M. Dunbar, interrogé à son tour, fait observer, qu'en prolongeant la levée commencée par M. Hoey, on prévendrait probablement une crevasse; mais on ne pourrait empêcher un effondrement; dans tous les cas, cet affaissement du sol n'aura lieu que lorsque le fleuve aura baissé de dix à douze pieds et que tout danger d'une inondation aura par conséquent cessé d'exister. Il croit qu'il ne coûterait que $5,000 pour protéger ces points faibles.

Les autres voyers ainsi que l'ingénieur Forsley ont déclaré partager l'avis de M. Dunbar.

M. Peters a présenté alors une résolution portant que dans le but de protéger la Nouvelle-Orléans et Lafayette contre une inondation devenue imminente, les deux villes qui viennent d'être mentionnées s'engagent à faire construire immédiatement une forte levée avec pilotis et revêtement en face de Carrollton. Le prix du travail sera réparti dans la proportion d'un quart pour la 1re et la 2me municipalité, et d'un huitième pour la 3me municipalité, Lafayette, Freeport, Carrollton, et le jury de police de Jefferson.

Cette résolution a été adoptée unanimité et les comités se sont ajournés.

ASSURANCE
SUR LA VIE DES ESCLAVES.

Inspirés par une idée féconde en heureux résultats sous le rapport financier, quelques-uns de nos plus honorables concitoyens viennent en ce moment et sans bruit de créer une importante association à laquelle nous croyons que tous nos intérêts à concourir. Il s'agit de la *Société Louisianaise* dont les livres de souscription ont été ouverts le 1er, rue du Canal, 60, dans les bureaux de la compagnie d'assurance de la Nouvelle-Orléans. Sans entrer dans les détails de cette affaire dont le résultat sera d'augmenter sur le champ la valeur des plantations en permettant au besoin d'hypothéquer les esclaves dont la vie aura été assurée à des conditions peu onéreuses, les renseignements que nous avons recueillis des fondateurs nous ont donné la conviction que c'était une bonne et fructueuse spéculation, et c'est dans cette idée que nous pensons devoir éveiller l'attention de capitalistes et les engagent à souscrire s'il en est temps encore.

LES ECHOS—*Les Échos*, poésies par M. CHARLES TESTUT, viennent de paraître et seront incessamment distribués aux souscripteurs. C'est un joli volume in-octavo imprimé avec le soin et la netteté que M. MERCIER apporte dans les travaux qui lui sont confiés. Nous ne dirons rien de l'ouvrage, que nous n'avons pas encore eu le temps de parcourir en détail, mais les pièces détachées que M. Testut a publiées à diverses époques dans les journaux de la Louisiane nous ont donné la mesure de son beau talent poétique et nous autorisent à prédire un succès de bon aloi aux *Échos*. Ce recueil ne sera pas mis en vente, mais ceux qui voudront se le procurer n'auront qu'à laisser leurs noms chez les libraires français de la ville.

Nous apprenons que M. Testut se propose de publier prochainement un journal ou plutôt une revue sous le titre de : *Veillées Louisianaises*, ou série de Romans Historiques sur la Louisiane. Les *Veillées* paraîtront une fois par semaine et seront imprimées par M. Mérdier, au coin des rues Ste-Anne et Condé, au premier.

EXPLOSION D'UN BATEAU A VAPEUR—Le 2 de ce mois, vers quatre heures de l'après-midi, au moment où le steamer *Woodman* s'éloignait du debarcadère de Bayou Sarah, où il avait atéri, les chaudières de tribord ont fait explosion avec un bruit épouvantable et ont tué plusieurs personnes. On compte jusqu'à ce moment trois morts et vingt-cinq blessés. Bon nombre de ces derniers succomberont infailliblement. Le bateau a été immédiatement remorqué à terre et les blessés débarqués à Bayou Sarah, où les soins les plus empressés et les plus intelligens leur ont été prodigués.

SINISTRE.—Nous apprenons par les journaux de St Louis que le steamer Andrew Fulton, parti de St Louis pour la Nouvelle-Orléans, a coulé bas à environ trente milles de cette première ville. Le *Fulton* s'est heurté pendant la nuit contre un rocher. Deux passagers d'entrepont se sont noyés.

MALADIES A LAFOURCHE.—Le *Minerva* de Thibodeauxville annonce que la petite vérole règne avec une certaine intensité dans ce village. Plus de vingt personnes en sont atteintes en ce moment, et la plupart y succomberont infailliblement. Il y a eu déjà plusieurs victimes, parmi lesquelles nous voyons cité le nom de M. HUBERT ACCOIN.—L'alarme est grande à Thibodeauxville; plusieurs magasins sont fermés, et *quelques-uns des habitans se sont empressés de prendre la clé des champs*. C'est une véritable panique.

Le choléra d'une autre part continue ses ravages. Quinze nègres appartenant à M. OSBORN sont morts durant les deux dernières semaines de février.

RIVIÈRES DE L'OUEST—On remarque facilement que les habitans riverains du Mississipi se préoccupent vivement dans la circonstance actuelle de la crue ou de la diminution des rivières de l'Ouest. Aussi connaissons-nous avec un soin tout particulier les journaux de Louisville et de Cincinnati. Aux dernières dates, l'Ohio montait ; on n'est guère rassuré pour nous.

DELAWARE—M. WALLS, de Wilmington, a été élu par la législature du Delaware sénateur au Congrès des Etats-Unis, pour achever le terme de l'honorable John M. Clayton.

M. ABBOT LAWRENCE—Nous apprenons par les dépêches télégraphiques de Washington que le général Taylor a offert à M. ABBOT LAWRENCE le poste de secrétaire du trésor ou de secrétaire de la marine dans son cabinet. M. Lawrence pourra opter entre les deux portefeuilles.

PROCLAMATION DU TRAITÉ POSTAL—L'*Union* du 23 février renferme la proclamation du président touchant le traité postal conclu récemment entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Ce traité se compose de vingt-trois articles; il est actuellement en vigueur.

LE NOUVEAU SENATEUR DE L'OHIO—M. Solomon P. Chase, qui a été nouvellement élu sénateur au Congrès des Etats-Unis par la législature de l'Ohio, en remplacement de M. Allan, est un *free soiler* avec des tendances locofoces Les partisans des libres territoires et les démocrates de la législature du *Buck Eye State* se sont coalisés pour accaparer le patronage public.

(Communiqué.)

ELECTIONS MUNICIPALES.

On n'occupe beaucoup, dans la Première Municipalité, de nos prochaines élections municipales. Ces préoccupations de l'esprit public sont un indice de bon aloi. Les habitans de notre Municipalité sont trop longtemps restés indifférens sur l'issue de nos élections locales. La vivacité des opinions voudra toujours mieux chez nous que l'apathie populaire. Ce n'est qu'à notre vigilance le peuple d'attacher avec vigilance un choix de ses mandataires que l'administration publique sera dirigée selon ses besoins et ses intérêts.

Nous avons maintes fois entendu blâmer la direction donnée aux affaires municipales depuis quelques années. Notre but n'est point de répéter les récriminations tant de fois lancées contre nos Conseils. Nous nous associons cependant au mouvement qui porte les contribuables à solliciter eux-mêmes les candidatures qui répondent au vœu public. Il nous faut des hommes qui, en acceptant la dignité d'une place, en acceptent aussi les devoirs et la responsabilité. Il faut qu'ils soient, non seulement les mandataires d'un district spécial, mais les protecteurs des intérêts de chacun et de tous. Il faut enfin qu'ils bannissent de la nomination des officiers municipaux ce funeste esprit de camaraderie, source première de tous les maux de notre administration et de construire, d'après le conseil de M. Dunbar, une levée parallèle au Nouveau Canal à partir du fleuve jusqu'au lac. De cette façon, si la levée de Carrollton venait à s'effondrer, la Nouvelle-Orléans serait protégée contre l'inondation.

C'est en vue de ces réformes qu'un grand nombre d'électeurs du 4me district vous prient d'annoncer M. J. F BERCIER comme candidat aux prochaines élections. Le district ne saurait envoyer au Conseil un défenseur plus actif, plus ferme, plus impartial.

4ME DISTRICT.

Chronique locale.

CÉLÉBRATION DE L'ANNIVERSAIRE DES POMPIERS —Des membres de cette belle institution ont célébré d'une manière splendide, l'anniversaire de leur formation. Tout a concouru à donner, à cette fête un caractère imposant : l'ordre de la procession, les ornements des pompes, les chevaux, les bannières, la foule, et le soleil qui rayonnait sur la ville dans toute sa glorieuse majesté.

PREMIER CORPS DE DISTRICT.—Le shérif a payé à M. Jesse McHenry $165 et 5 doublons et, par ce fait a terminé cette affaire fâcheuse pour tout le monde. La balance de la somme en question a été remise au greffier.

VOL.—Francis Reimer a fait un affidavit par devant le recorder Genois, dans lequel il déclare que le lundi soir seul, sauvés à 6 heures du matin, dans l'arrière boutique de la friterie de Mme Lafitte encoignure de Ste Anne et Johnson, un nègre est lui demander un cigare; ayant répondu qu'il n'en avait point, le prétendu agent, pour se venger qui se trouvait dans la rue, et tous deux unissant leurs efforts s'élancèrent sur le plaignant, et le terrassèrent malgré sa belle défense. Le plaignant prétend avoir reconnu dans l'un des voleurs un certain Antoine Reimer étendu sur le carreau sans connaissance, ganotté et bâillonné. Ces misérables ont profité de l'obscurité dans laquelle ils se trouvaient leur victime, pour enfoncer une malle et voler une somme de $50. Les coupables n'ont pas encore été arrêtés.

— Le recorder Baldwin a envoyé devant la Première Cour de District, un nommé Charles Pathot, accusé d'avoir volé une caisse de carreaux de vitres.

— P. Matthews accusé d'avoir volé $16 50 cents à un homme ivre, a été envoyé par le recorder Genois devant la Première Cour de District.

—James Light et James Barcay ont été envoyés devant la même cour, sous accusation de vol.

ASSASSINAT DU GÉNÉRAL DE BRÉA
ET DE M. MANGIN, SON AIDE-DE-CAMP.

Les débats relatifs à l'assassinat du général de Bréa et de M. Mangin, son aide-de-camp, se sont ouverts, lundi 15 janvier, devant la juridiction militaire. Le capitaine de génie, rapporteur du dit conseil a disposé en faveur de quatre des accusés, qui ont été acquittés. Les autres, au nombre de neuf, sont : Jacques Arnaud, Jean Bonnet, Jean Bonnet, Jean Bonnet, Jean Bonnet, Jean Bonnet, Jean Bonnet, Jean Bonnet, Jean Bonnet.

Le général Bréa, qui était à la tête de la division de Paris, avait été nommé gouverneur de Paris, et avait été nommé gouverneur de Paris, et avait été nommé gouverneur de Paris, et